



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Ministère du travail, de l'emploi, et de la santé

DELEGATION GENERALE A L'EMPLOI
ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE
SOUS-DIRECTION DE L'INGENIERIE, DE L'ACCES
ET DU RETOUR A L'EMPLOI
7 SQUARE MAX HYMANS
75741 PARIS CEDEX 15

Mission Insertion Professionnelle

Affaire suivie par : MIP

Mél : mip.dgefp@emploi.gouv.fr

Téléphone : 01 43 19 28 31

Télécopie : 01 43 19 28 05

www.minefi.gouv.fr

www.travail.gouv.fr

Paris, le 30 juin 2011

Le Délégué général à l'emploi
et à la formation professionnelle

à

Madame et Messieurs, les Préfets de région,

Mesdames et Messieurs les Directeurs régionaux des
entreprises, de la concurrence, de la consommation, du
travail et de l'emploi (DIRECCTE),

Messieurs les Directeurs des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE),
des départements et collectivités d'outre-mer,

Mesdames et Messieurs les Préfets de département,

Copie :

Monsieur le directeur général de Pôle emploi

Monsieur le président du CNML

Monsieur le directeur général de l'ASP

Monsieur le secrétaire général du CIV

**Circulaire DGEFP n°2011-19 du 30 juin 2011 relative à la programmation
des contrats aidés au 2^{ème} semestre 2011**

N°NOR : ETSD1118004C

Référence :

Circulaire DGEFP n° 2010-25 du 20 décembre 2010 relative à la programmation des contrats aidés en 2011

Le premier semestre 2011, qui s'inscrit dans un contexte de reprise économique, a été caractérisé à la fois par un renforcement du pilotage physico-financier des contrats aidés et par leur recentrage sur les publics prioritaires.

Afin de prolonger les efforts menés tant pour réguler la prescription de contrats financés par l'Etat que pour parvenir à la signature d'engagements ambitieux relatifs aux contrats cofinancés avec les conseils généraux, je vous encourage à continuer à mobiliser ce dispositif en direction des personnes les plus éloignées de l'emploi en poursuivant les objectifs précisés dans la circulaire du 20 décembre 2010.

Comme au premier semestre, le pilotage sera effectué par l'enveloppe financière, et non par le volume physique de prescription de contrats. Plus précisément, vous continuerez à considérer les objectifs de prescriptions comme des minima à atteindre, que vous pourrez dépasser en diminuant le coût unitaire des contrats, tandis que vous considèrerez l'enveloppe financière comme une borne à ne pas dépasser.

I- Au 2^e semestre 2011, je vous demande de piloter une enveloppe financière vous permettant de réaliser au moins 236 000 CAE

1) Une enveloppe d'au moins 236 000 CAE

Au 2^{ème} semestre, compte tenu du cadencement prévu en loi de Finances pour 2011, de l'enveloppe complémentaire de 250 millions d'euros annoncée en février dernier, et des engagements importants que vous avez pu négocier avec les conseils généraux relativement aux CAE cofinancés (cf. tableau en annexe 1), vous disposerez d'une enveloppe financière permettant de prescrire au moins 236 000 CAE. Au total, sur l'ensemble de l'année, c'est au minimum 420 000 CAE qui devraient être prescrits, soit un volume très proche de celui enregistré en 2010.

Comme annoncé au premier semestre, les enveloppes régionales de CAE présentées en annexe 2 sont composées :

1- Des crédits nécessaires au financement par l'Etat des contrats cofinancés que vous avez pu négocier avec les conseils généraux dans le cadre des CAOM, sur la base des paramètres fixés dans la circulaire du 28 février 2011 (un taux de prise en charge de 80%, une durée hebdomadaire de 21,9h et une durée de 8,58 mois) ;

2- Des crédits dédiés aux contrats financés intégralement par l'Etat qui correspondent à la répartition de l'enveloppe financière disponible hors contrats cofinancés, avec les mêmes poids régionaux que ceux du 1^{er} semestre, **moyennant l'imputation financière de l'écart, positif ou négatif, entre votre consommation budgétaire et votre notification régionale du premier semestre 2011.**

Je vous rappelle que la prescription des contrats aidés pour les bénéficiaires du RSA doit s'inscrire dans le cadre des CAOM signées et renégociées à la hausse avec la quasi-totalité des départements. **Vous devrez suivre avec vigilance les prescriptions des conseils généraux, afin de vérifier la réalisation de leurs engagements**, notamment dans le cas où le conseil général prescrit directement, sans passer par l'Extranet CUI.

Dans ces conditions, **il vous appartient, au moins dans un premier temps, de « sanctuariser » au sein de votre enveloppe régionale, les engagements pris par les conseils généraux dans le cadre des CAOM.** Toutefois, s'il vous apparaît en cours de gestion que les objectifs des CAOM ne pourront être tenus, vous aurez la possibilité de « recycler » les crédits correspondants pour prescrire davantage de CAE financés intégralement par l'Etat. Inversement, vous pourrez renégocier à la hausse les objectifs de prescription des conseils généraux en gageant ce surcroît de dépenses par une moindre programmation sur les CAE financés intégralement par l'Etat.

Concernant les CAE de l'Education Nationale, je vous demande de rester très prudents sur les conditions de renouvellements et de recrutements des nouveaux contrats dans l'attente d'une circulaire qui devrait parvenir aux recteurs avant la fin de la semaine.

2) Les objectifs et les publics prioritaires du 1^{er} semestre sont réaffirmés¹, et complétés par les annonces de la conférence nationale du handicap

Conformément aux annonces de la conférence nationale du handicap du 8 juin dernier, vous veillerez à **ce que les travailleurs handicapés les plus éloignés de l'emploi définis par vos soins (bénéficiaires de l'AAH ou du minimum invalidité, TH chômeurs de longue durée, etc.)** soient bien pris en compte dans votre programmation. Je vous confirme que les CAP EMPLOI pourront prescrire directement des contrats aidés en 2012, selon les modalités qui feront l'objet d'une prochaine instruction.

Pour les jeunes, vous pouvez continuer à mobiliser les missions locales afin qu'elles proposent des CAE « avec immersion » dans le cadre d'un parcours d'insertion.

Les paramètres de la JPE sur lesquels sont construites les enveloppes financières sont inchangés par rapport au 1^{er} semestre :

- un taux moyen de prise en charge de 70% hors ACI (sauf CAE cofinancés qui peuvent être portés à 80%) ;
- une prise en charge de 105% pour les ACI ;
- une durée hebdomadaire moyenne de 21,9 heures ;
- une durée moyenne de 8,58 mois.

Pour respecter l'enveloppe financière qui vous est notifiée, je vous demande de jouer sur l'ensemble des paramètres de prise en charge de manière équilibrée et pas exclusivement sur la durée en mois des contrats, qui s'est avérée inférieure en moyenne à la JPE au 1^{er} semestre. **Il vous appartient également de surveiller le cadencement de vos prescriptions afin d'éviter les ruptures de fin d'année.**

Par ailleurs, il est toujours préconisé de prescrire des contrats plus longs pour les employeurs mettant en œuvre des actions favorisant l'insertion durable dans l'emploi à l'issue du contrat (CDI, période d'immersion, période de professionnalisation, Parcours Animation Sport, etc.), notamment lorsqu'il s'agit d'ACI mettant en œuvre des actions de formation qualifiante.

Enfin, et de manière générale, si les contrats cofinancés avec les conseils généraux font l'objet de paramètres de prise en charge majorés par rapport aux critères de la circulaire du 28 février 2011 (taux de subvention pouvant aller jusqu'à 80%), vous devrez compenser le surcoût de ces contrats par des paramètres de prise en charge plus faibles pour les contrats financés intégralement par l'Etat.

¹ Les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes connaissant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, les résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville conformément aux décisions du CIV, les seniors, les travailleurs handicapés, les bénéficiaires du RSA, ainsi que les autres bénéficiaires de minima sociaux. Environ 300 recrutements d'adjoints de sécurité n'ayant pu être réalisés au 1^{er} semestre, vous devrez les prévoir dans votre programmation, en fonction d'une répartition régionale qui vous sera précisée prochainement.

II- En métropole, vous devez piloter une enveloppe financière permettant de réaliser au moins 37 000 CIE au 2^{ème} semestre

Compte tenu du reliquat disponible et des engagements ambitieux des conseils généraux, vous pouvez mobiliser une enveloppe minimale d'au moins 37 000 CIE pour le 2^e semestre 2011. Cette enveloppe est répartie par région avec les mêmes modalités que les CAE (cf. annexe 3).

S'agissant des CIE, les paramètres de la JPE continuent à s'appliquer :

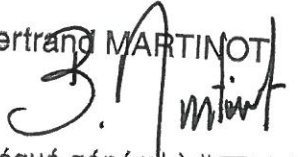
- un taux de prise en charge moyen de 30,7 % ;
- une durée hebdomadaire de 33 heures ;
- une durée de 10 mois.

Dans la fixation des paramètres, vous privilégiez les employeurs qui proposent des CDI.

Je vous rappelle que, en application du décret n°2011-522 du 13 mai 2011, la contribution forfaitaire mensuelle du conseil général a diminué, passant de 411 € à 313 € par mois, ce qui rend cet outil financièrement très attractif pour les conseils généraux. Pourtant, dans de nombreux cas, les conseils généraux n'ont pas accepté de fixer des objectifs très ambitieux en la matière. C'est pourquoi, il est souhaitable, lorsque cela est possible, de renégocier à la hausse ces objectifs pour optimiser votre programmation.

Vous transmettez à la DGEFP (cyrille.moutono-zogo@finances.gouv.fr) **le 22 juillet 2011 au plus tard**, votre programmation physico-financière régionale actualisée, élaborée en concertation avec les acteurs de l'emploi dans votre région, tout particulièrement Pôle emploi et les missions locales. Un outil de programmation adapté vous est adressé par mail parallèlement à cette instruction pour faciliter votre tâche de répartition départementale des objectifs qui vous sont notifiés en annexe.

Je vous demande **d'informer rapidement les prescripteurs afin que ceux-ci disposent rapidement d'indications claires sur la programmation du deuxième semestre 2011**, notamment le contingent de prescription de CAE et de CIE, et les paramètres de prise en charge à respecter.

Bertrand MARTINOT

Délégué général à l'emploi
et à la formation professionnelle

Annexe 1 - Les engagements des conseils généraux sur les contrats aidés cofinancés en 2011
Version actualisée au 4 juillet 2011

		Nb de bRSA socle seul (métropole) Nb de bRMI (DOM) (au 30/9/2010)	Nombre de CAE cofinancés			Nombre de CIE cofinancés		
			Avant renégociations	Engagements totaux	rapporté aux bRSA socle	Avant renégociations	Engagements totaux	rapporté aux bRSA socle
Bas Rhin	67	19010	1148	1530	8,0%	425	425	2,2%
Haut rhin	68	12307	900	1400	11,4%	360	360	2,9%
ALSACE		31317	2048	2930	9,4%	785	785	2,5%
Dordogne	24	5969	250	250	4,2%	30	80	1,3%
Gironde	33	25052	700	700	2,8%	100	100	0,4%
Landes	40	5181		216	4,2%	-	-	0,0%
Lot et Garonne	47	6053	420	420	6,9%	70	70	1,2%
Pyrénées Atlantiques	64	9487	450	620	6,5%	92	120	1,3%
AQUITAINE		51742	1820	2206	4,3%	292	370	0,7%
Allier	3	6320	390	390	6,2%	120	120	1,9%
Cantal	15	1244	219	339	27,3%	25	50	4,0%
Haute Loire	43	1971	100	270	13,7%	-	30	1,5%
Puy de Dôme	63	10044	120	498	5,0%	-	80	0,8%
AUVERGNE		19579	829	1497	7,6%	145	280	1,4%
Calvados	14	10183	330	1000	9,8%	50	100	1,0%
Manche	50	5179	880	1180	22,8%	79	79	1,5%
Orne	61	4853	500	580	12,0%	120	120	2,5%
BASSE NORMANDIE		20215	1710	2760	13,7%	249	299	1,5%
Côte d'Or	21	6235	338	450	7,2%	-	145	2,3%
Nièvre	58	4066	200	400	9,8%	10	10	0,2%
Saône et Loire	71	6946	650	650	9,4%	150	150	2,2%
Yonne	89	5942	405	450	7,6%	105	105	1,8%
BOURGOGNE		23189	1593	1950	8,4%	265	410	1,8%
Cotes d'Armor	22	6629		902	13,6%	160	160	2,4%
Finistère	29	11412	800	800	7,0%	100	100	0,9%
Ile et Villaine	35	9835	970	1000	10,2%	210	210	2,1%
Morbihan	56	8648	900	1100	12,7%	200	200	2,3%
BRETAGNE		36524	2670	3802	10,4%	670	670	1,8%
Cher	18	6599	510	720	10,9%	40	66	1,0%
Eure et Loir	28	5791	300	350	6,0%	18	18	0,3%
Indre	36	3066	150	220	7,2%	30	30	1,0%
Indre et Loire	37	8616	390	520	6,0%	60	80	0,9%
Loir et Cher	41	4643	130	320	6,9%	20	50	1,1%
Loiret	45	8928	700	850	9,5%	100	125	1,4%
CENTRE		37643	2180	2980	7,9%	268	369	1,0%
Ardennes	8	8029	600	800	10,0%	60	100	1,2%
Aube	10	6550	820	820	12,5%	40	40	0,6%
Marne	51	8028	700	700	8,7%	40	40	0,5%
Haute Marne	52	3047	250	350	11,5%	15	15	0,5%
CHAMPAGNE ARDENNE		25654	2370	2670	10,4%	155	195	0,8%
Corse du sud	02A	1891	145	190	10,0%	40	50	2,6%
Haute corse	02B	2696	0	230	8,5%	-	27	1,0%
CORSE		4587	145	420	9,2%	40	77	1,7%
Doubs	25	8372	200	500	6,0%	90	90	1,1%
Jura	39	3161	600	700	22,1%	70	70	2,2%
Haute Saône	70	3167	179	330	10,4%	10	10	0,3%
Terr. Belfort	90	2722	125	350	12,9%	65	130	4,8%
FRANCHE COMTE		17422	1104	1880	10,8%	235	300	1,7%
Eure	27	8784	510	610	6,9%	-	80	0,9%
Seine Maritime	76	26905	2000	2690	10,0%	45	269	1,0%
HAUTE NORMANDIE		35689	2510	3300	9,2%	45	349	1,0%
Paris	75	51617	1000	3000	5,8%	100	300	0,6%
Seine et Marne	77	17920	450	950	5,3%	50	50	0,3%
Yvelines	78	20987	400	800	3,8%	400	400	1,9%
Essonne	91	29669	300	300	1,0%	50	100	0,3%
Hauts de Seine	92	23761		540	2,3%	-	100	0,4%
Seine St Denis	93	56177	0	250	0,4%	-	250	0,4%
Val de Marne	94	16080	0	0	0,0%	-	-	0,0%
Val d'Oise	95	15549	290	1000	6,4%	-	-	0,0%
ILE DE FRANCE		231760	2440	6840	3,0%	600	1 200	0,5%
Aude	11	11354	450	485	4,3%	50	50	0,4%
Gard	30	21860	450	450	2,1%	200	200	0,9%
Hérault	34	29383	600	700	2,4%	400	400	1,4%
Lozère	48	673		70	10,4%	20	20	3,0%
Pyrénées Orientales	66	15558	650	700	4,5%	150	150	1,0%
LANGUEDOC ROUSSILLON		78828	2150	2405	3,1%	820	820	1,0%
Corrèze	19	2236	200	525	23,5%	-	-	0,0%
Creuse	23	1775	128	218	12,3%	8	13	0,7%
Haute vienne	87	6554	340	400	6,1%	60	60	0,9%
LIMOUSIN		10565	668	1143	10,8%	68	73	0,7%
Meurthe et Moselle	54	15633	0	1000	6,4%		300	1,9%
Meuse	55	3798	240	240	6,3%	30	30	0,8%

		Nb de bRSA socle seul (métropole) Nb de bRMI (DOM) (au 30/9/2010)	Nombre de CAE cofinancés			Nombre de CIE cofinancés		
			Avant renégociations	Engagements totaux	rapporté aux bRSA socle	Avant renégociations	Engagements totaux	rapporté aux bRSA socle
Moselle	57	18696		1610	8,6%		220	1,2%
Vosges	88	6821	363	363	5,3%	-	-	0,0%
LORRAINE		44948	603	3213	7,1%	30	550	1,2%
Ariège	9	3756	175	275	7,3%	30	40	1,1%
Aveyron	12	2397	0	240	10,0%	-	70	2,9%
Haute Garonne	31	22775	400	400	1,8%	100	100	0,4%
Gers	32	2174	90	90	4,1%	-	-	0,0%
Lot	46	2199	80	200	9,1%	15	70	3,2%
Hautes Pyrénées	65	3380	150	338	10,0%	15	65	1,9%
Tarn	81	6792	0	200	2,9%	-	70	1,0%
Tarn et Garonne	82	4577	110	289	6,3%	20	41	0,9%
MIDI PYRENEES		48050	1005	2032	4,2%	180	456	0,9%
Pas de Calais	62	43877	3000	3000	6,8%	-	-	0,0%
Nord	59	84036	1850	1950	2,3%	-	-	0,0%
NORD PAS DE CALAIS		127913	4850	4950	3,9%	-	-	0,0%
Loire Atlantique	44	17666	2400	3250	18,4%	180	480	2,7%
Maine et Loire	49	10821	866	1266	11,7%	70	100	0,9%
Mayenne	53	2701	280	500	18,5%	51	51	1,9%
Sarthe	72	8150	1000	1000	12,3%	150	150	1,8%
Vendée	85	5282	360	540	10,2%	30	54	1,0%
PAYS DE LA LOIRE		44620	4906	6556	14,7%	481	835	1,9%
Aisne	2	11271	282	382	3,4%	-	-	0,0%
Oise	60	13061	143	985	7,5%	-	-	0,0%
Somme	80	12142	700	700	5,8%	-	-	0,0%
PICARDIE		36474	1125	2067	5,7%	-	-	0,0%
Charente	16	6748	640	970	14,4%	30	30	0,4%
Charente maritime	17	11400	1000	2000	17,5%	400	500	4,4%
Deux Sèvres	79	4147	452	452	10,9%	70	70	1,7%
Vienne	86	8354	580	853	10,2%	120	120	1,4%
POITOU CHARENTES		30649	2672	4275	13,9%	620	720	2,3%
Alpes de Haute provence	4	2296	80	230	10,0%	12	24	1,0%
Hautes Alpes	5	1558	140	220	14,1%	10	20	1,3%
Alpes maritimes	6	17189	290	1000	5,8%	90	800	4,7%
Bouches du Rhône	13	61388	3100	6200	10,1%	700	700	1,1%
Var	83	19254	800	1800	9,3%	250	800	4,2%
Vaucluse	84	11990	215	430	3,6%	100	100	0,8%
PACA		113675	4625	9880	8,7%	1 162	2 444	2,1%
Ain	1	5248	488	565	10,8%	70	70	1,3%
Ardèche	7	4068	130	492	12,1%	-	70	1,7%
Drôme	26	8090	350	450	5,6%	30	80	1,0%
Isère	38	15573	546	1200	7,7%	90	150	1,0%
Loire	42	10150	300	800	7,9%	40	100	1,0%
Rhône	69	28312	1500	2400	8,5%	250	300	1,1%
Savoie	73	3564	280	280	7,9%	140	140	3,9%
Haute Savoie	74	5487	500	669	12,2%	50	82	1,5%
RHONE ALPES		80492	4094	6856	8,5%	670	992	1,2%
FRANCE METROPOLE		1151535	48117	76612	6,7%	7 780	12 194	1,1%
GUADELOUPE	971	31298	500	500	1,6%	-	-	0,0%
GUYANE	973	10978	500	600	5,5%	-	-	0,0%
REUNION	974	29618	7500	10500	35,5%	-	-	0,0%
MARTINIQUE	972	66717	0	439	0,7%	-	-	0,0%
TOTAL DOM		138611	8500	12039	8,7%	-	-	0,0%
TOTAL FRANCE ENTIERE		1290146	56617	88651	6,9%			

ANNEXE 2 :
REPARTITION DES CONTRATS AIDES DU SECTEUR NON MARCHAND (CUI-CAE)
Version actualisée au 4 juillet 2011

POUR INFORMATION : ENVELOPPE ANNUELLE RECONSTITUEE *									
	NOMBRE DE CONVENTIONS	DONT COFINANCES	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS	% DES AE DANS LE TOTAL DES AE	CREDITS DE PAIEMENTS	NOMBRE DE CONVENTIONS	DONT COFINANCES	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS	CREDITS DE PAIEMENTS
ALSACE	5 825	1 707	29 801 145	2,5%	11 167 513	9 810	2 730	46 515 129	25 591 500
AQUITAINE	9 971	1 286	50 562 764	4,2%	18 947 606	17 636	2 206	83 180 447	46 616 602
AUVERGNE	5 009	1 101	25 304 193	2,1%	9 482 351	8 824	1 497	42 278 299	23 708 183
BASSE-NORMANDIE	6 761	1 828	36 084 808	3,0%	13 522 218	11 247	2 760	55 375 036	29 994 187
BOURGOGNE	5 361	1 085	27 848 692	2,3%	10 435 862	9 753	1 950	47 739 280	28 007 571
BRETAGNE	7 508	2 026	39 462 605	3,3%	14 787 995	13 501	3 802	65 365 904	35 451 663
CENTRE	8 430	1 984	42 292 188	3,5%	15 848 337	14 592	2 980	66 170 229	36 378 205
CHAMPAGNE-ARDENNE	5 617	1 324	30 063 932	2,5%	11 285 989	10 000	2 670	47 604 178	26 442 746
CORSE	971	301	4 348 233	0,4%	1 629 433	1 648	420	8 905 044	4 968 918
FRANCHE-COMTE	6 036	1 141	33 116 242	2,8%	12 409 794	9 870	1 880	47 559 872	25 641 387
HAUTE-NORMANDIE	7 691	1 826	39 225 611	3,3%	14 699 185	14 629	3 300	65 926 508	37 066 450
ILE-DE-FRANCE	23 446	5 205	108 534 684	9,1%	40 671 677	43 204	6 840	196 242 687	114 717 931
LANGUEDOC-ROUSSILLON	10 661	1 049	56 628 311	4,7%	21 220 575	19 455	2 405	92 625 635	51 156 771
LIMOUSIN	3 140	841	16 139 732	1,3%	6 048 112	5 653	1 143	25 762 890	14 945 830
LORRAINE	9 884	2 593	55 693 683	4,6%	20 870 337	17 499	3 213	89 221 198	49 832 019
MIDI-PYRENEES	8 017	1 093	40 650 624	3,4%	15 233 186	15 961	2 032	71 157 776	41 968 750
NORD-PAS-DE-CALAIS	21 292	2 505	125 235 279	10,5%	46 929 964	42 249	4 950	225 811 983	133 567 764
PAYS DE LA LOIRE	9 442	3 519	48 669 621	4,1%	18 238 180	16 860	6 356	91 222 117	50 082 362
PICARDIE	10 178	1 660	57 261 688	4,8%	21 457 923	18 601	2 067	88 354 078	49 608 453
POITOU-CHARENTES	7 904	2 218	42 021 646	3,5%	15 746 955	13 800	4 275	64 332 091	35 358 116
PR. ALPES CA	20 608	5 280	101 576 144	8,5%	38 064 073	37 040	9 880	164 284 385	93 069 003
RHONE-ALPES	17 443	4 359	89 746 678	7,5%	33 631 165	29 656	6 856	142 246 166	79 901 819
TOTAL FRANCE METROPOLE	211 298	45 931	1 100 268 504	91,8%	412 308 430	381 591	76 212	1 827 880 936	1 034 076 229
GUADELOUPE	1 562	450	6 772 993	0,6%	2 538 073	3 058	450	18 780 486	11 991 260
GUYANE	1 906	541	8 432 360	0,7%	3 159 895	3 494	600	14 075 627	8 037 833
MARTINIQUE	2 779	439	13 230 695	1,1%	4 957 996	4 849	439	20 648 344	11 994 677
REUNION	18 032	7 584	69 522 623	5,8%	26 052 517	26 990	10 500	100 689 278	54 219 007
TOTAL DOM	24 248	9 014	97 958 634	8,2%	36 708 467	38 360	11 989	154 193 698	86 242 763
TOTAL FRANCE ENTIERE	235 595	54 945	1 198 227 138	100,0%	449 016 898	420 000	88 201	1 982 074 634	1 120 318 993

*le nombre de conventions ainsi que les AE et CP ont été réajustés pour tenir compte des prescriptions réalisées au 30 juin 2011.

ANNEXE 3 :
REPARTITION DES CONTRATS AIDES DU SECTEUR MARCHAND (CUI-CIE)
Version actualisée au 4 juillet 2011

ENVELOPPE SECOND SEMESTRE 2011										POUR INFORMATION : ENVELOPPE ANNUELLE RECONSTITUEE *	
	NOMBRE DE CONVENTIONS	DONT COFINANCES	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS	% DES AE DANS LE TOTAL DES AE	CREDITS DE PAIEMENTS	NOMBRE DE CONVENTIONS	DONT COFINANCES	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS	CREDITS DE PAIEMENTS		
ALSACE	1 078	578	2 566 115	2,1%	722 587	1 889	785	5 155 480	2 759 202		
AQUITAINE	1 621	292	5 670 124	4,7%	1 596 638	2 509	370	8 704 784	3 829 450		
AUVERGNE	1 065	247	3 552 351	2,9%	1 000 299	1 707	280	4 934 849	2 217 234		
BASSE-NORMANDIE	1 065	226	3 618 093	3,0%	1 018 811	1 822	299	5 306 514	2 546 314		
BOURGOGNE	1 030	313	3 201 708	2,6%	901 562	1 567	410	4 903 431	2 248 114		
BRETAGNE	2 132	519	7 035 539	5,8%	1 981 122	3 147	620	9 016 304	3 716 417		
CENTRE	1 215	303	3 984 197	3,3%	1 121 901	2 015	369	6 669 219	3 054 120		
CHAMPAGNE-ARDENNE	756	135	2 646 741	2,2%	745 290	1 187	195	3 948 197	1 589 964		
CORSE	95	54	216 990	0,2%	61 102	252	77	1 110 737	692 914		
FRANCHE-COMTE	739	228	2 285 831	1,9%	643 662	1 151	300	3 850 591	1 780 849		
HAUTE-NORMANDIE	1 525	321	5 188 476	4,3%	1 461 012	2 481	349	7 508 413	3 518 832		
ILE-DE-FRANCE	4 515	1 094	14 910 996	12,2%	4 198 755	7 400	1 200	23 240 984	11 586 439		
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 902	729	5 441 112	4,5%	1 532 151	2 765	820	8 630 431	3 736 471		
LIMOUSIN	285	71	935 311	0,8%	263 372	499	73	1 762 203	887 706		
LORRAINE	1 826	533	5 748 978	4,7%	1 618 842	2 752	550	8 003 883	3 592 353		
MIDI-PYRENEES	1 226	348	3 889 308	3,2%	1 095 182	2 310	456	7 619 113	4 009 529		
NORD-PAS-DE-CALAIS	3 310	0	13 447 854	11,0%	3 786 752	6 556	0	22 284 249	10 056 767		
PAYS DE LA LOIRE	1 896	452	6 284 736	5,2%	1 769 705	3 392	685	11 236 777	5 427 319		
PICARDIE	549	0	2 230 432	1,8%	628 062	1 772	0	6 610 270	3 718 095		
POITOU-CHARENTES	1 236	487	3 494 296	2,9%	983 951	2 369	720	6 507 832	3 601 232		
PR. ALPES CA	4 822	1 873	13 717 645	11,3%	3 862 722	6 503	2 444	18 035 588	7 062 571		
RHONE-ALPES	3 556	827	11 851 930	9,7%	3 337 359	5 997	952	17 904 232	8 915 170		
TOTAL FRANCE METROPOLE	37 441	9 630	121 918 763	100,0%	34 330 838	62 039	11 954	192 944 078	90 547 059		

*le nombre de conventions ainsi que les AE et CP ont été réajustés pour tenir compte des prescriptions réalisées au 30 juin 2011.